

prévoit de construire 40 nouveaux navires d'ici à 2035, y compris des brise-glaces nucléaires, en vue de développer le trafic russe dans le Nord.

Pour compliquer les choses, quatre des cinq pays riverains de l'Arctique ont présenté aux Nations unies, en vertu de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM), des demandes de droits d'exploitation de leur plateau continental étendu – une prolongation du plateau loin sous l'océan Arctique (voir l'article page 52). De vastes zones de chevauchement existent entre les plateaux continentaux étendus revendiqués, en particulier ceux de la Russie, du Danemark et du Canada. La Russie a suivi les procédures de la CNUDM parce qu'elle a beaucoup à gagner avec son très long littoral arctique et son plateau continental peu profond. Mais si les États de l'Arctique ne réussissent pas à se mettre d'accord sur la délimitation des plateaux continentaux étendus, la Russie pourrait décider de ne plus jouer franc-jeu et sa force militaire arctique serait alors prête à agir.

UNE COOPÉRATION INDISPENSABLE

Cependant, le conflit n'est pas inéluctable. Les pays de la zone arctique ont de bonnes raisons de coopérer. Et certains de leurs mouvements ne sont pas aussi agressifs qu'ils le paraissent. Par exemple, les conditions dans l'Arctique sont si difficiles que de nombreuses tâches civiles – comme l'exploration pétrolière ou la surveillance du trafic maritime – ne sont possibles qu'avec du matériel et du personnel militaires.

Les dirigeants russes sont aussi bien conscients que tout conflit ouvert condamnerait l'exploitation du pétrole et du gaz dans la région, car celle-ci dépend fortement des partenaires internationaux, notamment des pays occidentaux et de leurs entreprises. L'extraction des ressources, même sans glace de mer, est coûteuse et difficile. Par exemple, la construction de la station russe de production de gaz naturel liquéfié Yamal LNG, dans la péninsule de Yamal, à l'est de la mer de Kara, a coûté 27 milliards de dollars. La Russie a fait appel à des partenaires français et chinois pour la financer.

Cette dépendance du pays incite à la prudence, en particulier concernant les revendications territoriales. La Russie et la Norvège – les deux États pour lesquels les enjeux sont les plus importants – ont tout intérêt à créer un climat d'investissement stable pour les acteurs extérieurs. C'est exactement ce qu'ils ont cherché à faire en 2010, lorsqu'ils ont réglé leur différend frontalier dans la mer de Barents en quelques semaines, après une impasse qui avait duré de nombreuses années.

À LIRE



M. Mered, *Les Mondes polaires*, PUF, 2019

Fruit de dix ans de travail, ce double dictionnaire stratégique des mondes arctiques et antarctiques propose un état des lieux accessible de la situation scientifique, économique, sociale et politique de ces deux régions, agrémenté de 35 cartes et 32 fiches sur les pays impliqués. Un chapitre fait notamment le point sur la réalité des ressources estimées dans l'Arctique.

Le pétrole et le gaz pourraient même ne pas fournir assez de prise pour déclencher un conflit. La Russie et la Norvège ont un intérêt notable à exploiter ces ressources, qui constituent une part substantielle de leurs revenus d'exportation. Les États-Unis et le Canada, eux, possèdent des gisements de combustibles fossiles beaucoup plus importants et bien plus accessibles dans des régions non arctiques, comme du pétrole dans le golfe du Mexique, du gaz de schiste dans divers États américains et des sables bitumineux en Alberta.

De plus, la majorité des ressources pétrolières et gazières attendues se trouvent dans chacune des cinq zones économiques exclusives (ZEE) des pays riverains de l'océan Arctique, qui s'étendent à 200 milles marins (370,4 kilomètres) des côtes. Or, comme le stipule la CNUDM, chaque pays a le contrôle de ses ressources à l'intérieur de sa ZEE. Certes, on s'attend à trouver quelques gisements de pétrole et de gaz (moins de 5% des ressources estimées de la région) plus loin sur le plateau continental étendu, là où les revendications se chevauchent, mais comme les règles de la CNUDM devraient appuyer de vastes régions des revendications de la Russie, il y a peu de raisons de penser que ses dirigeants torpilleront la résolution pacifique des désaccords liés aux chevauchements.

Surtout, les ressources de l'Arctique doivent être rentables pour être exploitées. Le pétrole à 80 dollars le baril – un prix jamais atteint depuis octobre 2014 – pourrait justifier de forer certains gisements en mer, mais sûrement pas ceux, éloignés, du plateau continen-

La Russie et la Norvège ont intérêt à créer un climat d'investissement stable

tal étendu. Le sort du gisement de gaz de Chtokman, à l'intérieur de la ZEE russe, dans la mer de Barents, en est un exemple. Découvert en 1988, c'est l'un des plus grands gisements au monde, avec un volume de gaz estimé à 3800 milliards de mètres cubes. Au début des années 2000, Vladimir Poutine a affirmé à plusieurs reprises que la Russie développerait ce gisement. Mais ce projet a ➤